

Legation de Suisse
en
France



Paris, le 6 Décembre 1912

54

Acc. rec.

En circulation ✓
7. XII. 12.

Monsieur le Président

J'ai pris part à la séance de clôture de la conférence d'assistance aux étrangers et suis obligé de me soigner à domicile. D'aimables collègues ont la bonté de venir me voir et cela me permet de vous envoyer quelques impressions sur la situation politique.

La démarche faite auprès de vous par le ministre de Russie M. de Bacheracht m'a tout l'air d'un bluff dépourvu de tout espoir d'artifice. Il espère que nous parlerons, que nous répèterons ses menaces en l'air qu'il ne paraît avoir fabriquées à Bern. Nous n'avons aucun motif pour recommencer le jeu de Dubu en 1870.

Il n'est plus douteux qu'entre l'Autriche et le Serbie il y a toute autre chose que la petite question d'un port sur l'Adriatique. En réalité il

Monsieur
Monsieur Forrer
Président de la Confédération
Chef du Département politique
Berne



s'agit de savoir si l'Autriche vivra sa vie ou se
 laissera envahir par le slavisme. C'est une question
 d'existence. On peut ajourner la lutte, il vaut toujours
 mieux ajourner parce que quelquefois les liquidations se
 font toutes seules, mais il y a les plus grandes chances
 pour que le même problème se repose avec une acuité
 plus forte sans quelques années et avec une Russie plus forte.
 Dans cette lutte l'Allemagne n'est nullement désintéressée;
 elle a le désir de soutenir les Autrichiens non seulement
 pour eux mais pour elle-même. Bethmann-Hollweg
 qui est un bourgeois paisible, a fait venir un membre
 de l'Ambassade d'Allemagne à Paris pour le consulter
 avant son discours au Reichstag. C'est après cette
 conférence, comme d'ailleurs aussi après celle tenue
 avec le Kronprinz et le chef d'Etat-Major autrichiens
 que Bethmann a déclaré: l'Allemagne marchera
 si une puissance tierce attaque l'Autriche.

L'opinion de l'Ambassade
 d'Allemagne à Paris avait été que les Français
 désirent la paix, ne demandent qu'à se tirer
 les pieds de cette affaire serbe et qu'il suffirait de
 montrer sérieusement les dents à Berlin pour qu'ici
 on se tienne tranquille.

Ce calcul ne paraît pas avoir

été faux car si vous prenez le soin de lire jusqu'au
 tout les péribles et filandrous déclarations faits hier
 par M. Poincaré à la séance de la Commission des
 Affaires étrangères de la Chambre, vous n'y trouverez pas
 le plus lointain allusion à l'amitié française venant
 au secours de la Sainte Russie. C'est significatif.

L'amitié étant maintenant signée
 il semble qu'il y aura moins de risques d'explosion.
 Dans tous les cas l'Angleterre ne veut pas entendre parler
 de guerre européenne; c'est un point acquis. Comme
 au fond l'Allemagne et la France sont du même
 avis, j'espère qu'on risque au maximum une
 paire de gifles aux Serbes si ces derniers persistent
 à revendiquer l'Albanie et autres prétentions
 exagérées. L'Autriche et l'Allemagne entendent
 affirmer plus que jamais leur alliance absolument
 indispensable contre les Slaves. Cette alliance
 s'impose comme l'ancienne confédération
 germanique et tout ce qui se passe en temps-ci
 la confirme, la renforce et l'impose.

On n'a pas encore la confirmation
 officielle que les Ambassadeurs des grandes puissances
 à Londres seront chargés de régler les négociations
 entre la Turquie et les Etats balkaniques. Cette

E 2009(A)/665

confirmation en tout cas attendue d'un moment à l'autre.
Comme la France-Bretagne en résolution pacifique
le milieu sera favorable.

Le monde de la finance persiste
inimputablement à croire à la paix entre
autres parce que la Russie ne peut pas faire la
guerre; la Bourse ne se préoccupe pas des bas et
des hauts de la diplomatie, elle dit que cela
s'anangue et cela lui suffit.

Il est possible qu'un Français
M. Gout, sous-directeur aux Affaires étrangères
et un Allemand M. von der Haucken soient
chargés d'étudier en commun le réajustement des
intérêts français et allemands de la Turquie;
Surtout M. Poincaré lui-même sur cette
affaire comme sur d'autres ce qui lui enlève
un peu de son autorité.

Agitez, Monsieur le Président, les
assurances de ma très haute considération